

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BANQUE SBA

Société anonyme au capital de 40 280 042 €
Siège social : 68, avenue des Champs Elysées, 75008 Paris
999 990 062 R.C.S. Paris

Documents comptables annuels approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 23 mai 2025

A. – Comptes sociaux**I. – Bilan publiable au 31 décembre 2024**

(En milliers d'euros.)

Actif	31/12/2024	31/12/2023
Caisse, banques centrales, C.C.P.	188 692	242 397
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Créances sur les établissements de crédits	524 340	478 149
Operations avec la clientèle	337 415	289 885
Obligations et autres titres à revenu fixe	147 702	100 650
Actions et autres titres à revenu variable	-	-
Participations et autres titres détenu à long terme	267	216
Parts dans les entreprises liées	38 006	38 696
Crédit bail et location avec option d'achat	-	-
Location simple	-	-
Immobilisations incorporelles	312	315
Immobilisations corporelles	1 188	796
Capital souscrit non versé	-	-
Actions propres	-	-
Autres actifs	28 211	15 244
Comptes de régularisation	1 913	1 857
Total de l'actif	1 268 046	1 168 205

Passif	31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales, C.C.P.	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	158 649	149 109
Operations avec la clientèle	915 981	837 474
Dettes représentées par un titre	-	-
Autres passifs	12 154	14 281
Comptes de régularisation	1 903	4 446
Provisions pour risques et charges	7 476	7 626
Dettes subordonnées	-	-
Fonds pour Risques Bancaires Généraux	-	-
Capitaux propres hors FRBG	171 883	155 269
Capital souscrit	40 280	40 280
Prime d'émission	1 010	1 010
Réserves	60 128	60 128
Ecart de réévaluation	-	-
Provisions réglementées et subventions d'investissements	-	-
Report à nouveau	53 901	33 234
Résultat de l'exercice	16 564	20 617
Total du passif	1 268 046	1 168 205

Hors bilan	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés		
Engagements de financement	97 136	97 089
Engagements de garantie	40 290	46 144
Engagements sur titres	-	-

Engagements reçus		
Engagements de financement	-	-
Engagements de garantie	38 016	41 701
Engagements sur titres	-	-

II. – Compte de résultat

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
+ Intérêts et produits assimilés	62 833	61 332
- Intérêts et charges assimilées	- 32 526	- 25 025
+ Revenus des titres à revenu variable		
+ Commissions (produits)	4 725	4 230
- Commissions (charges)	- 1 049	- 895
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	1 487	1 774
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		
+ Autres produits d'exploitation bancaire		
- Autres charges d'exploitation bancaire		
Produit net bancaire	35 470	41 416
-Charges générales d'exploitation	- 14 924	- 13 849
-Dotation aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	- 274	- 206
Résultat brut d'exploitation	20 272	27 361
+/- Coût du risque	1 010	- 216
Résultat d'exploitation	21 282	27 145
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés		
Résultat courant avant impôt	21 282	27 145
+/- Résultat exceptionnel	1	
- Impôt sur les bénéfices	- 4 718	- 6 528
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées		
Résultat net	16 565	20 617

III. – Notes annexes aux comptes sociaux arrêtés au 31 décembre 2024

Méthodes comptables

I. – Principes généraux

Les comptes annuels 2024 sont établis conformément aux dispositions du règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) et intègrent les comptes de la succursale de Chypre.

II. – Opérations en devises

Les positions de change résultant des opérations au comptant ou à terme sont réévaluées au cours de change en vigueur à la date de clôture ; les profits ou pertes résultant des opérations de change au comptant sont enregistrés en résultat de change. Les reports ou déports des opérations de change à terme sont enregistrés en produits ou en charges, prorata temporis, sur la durée de vie des contrats.

III. – Crédits à la clientèle et provisions d'exploitation

Les crédits à la clientèle sont détaillés par nature dans notre tableau n°3.

Ils incluent les encours douteux, nets des provisions.

En application du règlement ANC n°2014-07, lorsque les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles qu'après une durée raisonnable de classement dans les encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux comme encours douteux compromis.

La banque SBA ne compte aucune créance restructurée à des conditions hors marché.

Conformément aux dispositions des articles 2231-1 et 2231-2 de ce règlement, l'actualisation des flux prévus de capital et d'intérêts des créances douteuses a été effectuée au 31 décembre 2024.

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours douteux entraîne par contagion un classement identique de l'encours et des engagements relatifs à cette contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Les provisions pour créances sur la clientèle sont déterminées dossier par dossier, lorsque la Direction estime qu'il existe un risque de non-recouvrement total ou partiel. Elles se font en tenant compte des perspectives de recouvrement (niveau de solvabilité de l'emprunteur), des procédures suivies (à l'amiable ou par voie légale), de l'évaluation des garanties recueillies et la possibilité effective de leur mise en œuvre. Elles sont enregistrées en déduction des actifs, et sont constituées dans la même monnaie que la créance concernée.

Les intérêts des créances douteuses font l'objet d'une provision d'un montant identique et sont portées en diminution des postes de produits d'intérêts concernés et, par conséquent, du Produit Net Bancaire.

Notre tableau numéro 10 ventile nos créances douteuses par secteur économique.

IV. – Risques et charges

Les engagements sur les pays classés à risque sont suivis et contrôlés de façon permanente.

Les provisions sur risques pays figurent au passif du bilan (cf. tableau 9). Elles sont déterminées suivant instruction de la Direction Générale en fonction de la situation financière de chaque pays.

Notre exposition aux risques pays reste principalement concentrée sur les pays du Proche - Orient.

V. – Titres d'investissement, de transaction, titres de participation et de filiales

A) Titres d'investissement

Sont comptabilisés en titres d'investissement les titres acquis dans un objectif de rendement jusqu'à échéance.

Conformément au règlement ANC n°2014-07, la Banque effectue l'étalement en produit ou perte de la surcôte ou décote des titres à revenu fixe.

Les titres sont enregistrés au bilan à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition.

Lorsque le prix d'acquisition des titres à revenu fixe est supérieur à leur prix de remboursement, la différence est amortie sur la durée de vie résiduelle des titres.

Lorsque le prix d'acquisition des titres à revenu fixe est inférieur à leur prix de remboursement, la différence est portée en produits sur la durée de vie résiduelle des titres. L'étalement de ces différences est réalisé en utilisant la méthode actuarielle.

B) Titres de transaction

Sont comptabilisés en titres de transaction les titres acquis en vue de leur revente à brève échéance et dont le marché de négociation est jugé liquide.

Les titres sont évalués à chaque arrêté comptable au cours du marché et enregistrés en mark-to-market.

C) Titres de participation et de filiales

A la clôture de l'exercice, la valeur des titres de participation et de filiales est estimée en considération de leur valeur d'usage et les moins-values latentes donnent lieu à constitution de provisions pour dépréciation.

Cependant, dès lors que la filiale a enregistré un déficit pendant l'année, une provision identique est constituée.

VI. – Immobilisations

Les immobilisations incorporelles concernent les frais d'établissement et les logiciels acquis. Ils sont amortis sur une durée de trois ans.

Les immobilisations corporelles figurant à l'actif ont une valeur brute constituée par leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie probable d'utilisation des biens selon le mode linéaire ou dégressif. L'application du règlement ANC 2014-03 n'a pas généré d'impact significatif dans les comptes au 31 décembre 2024.

Les durées d'amortissements généralement retenues sont les suivantes :

Frais d'établissement et logiciels	3 ans
Agencements et installations	5 à 10 ans
Immeubles	20 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 à 10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans

VII. – Fonds propres

Conformément à la décision de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'année 2023, le résultat a été affecté en report à nouveau pour un montant de 20 616 667.24 euros.

Quant au capital social de 40.280.042 euros, il se compose de 1.830.911 actions au nominal de 22 euros.

VIII. – Frais de personnel

La provision retraite calculée pour l'exercice 2024 est effectuée en application de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003, qui modifie le montant des engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière.

Cette provision s'élève à 356 407.63 euros au 31 décembre 2024.

Conformément à la recommandation 2013-02 de l'ANC et au règlement sur les passifs, une provision pour médailles du travail est enregistrée dans les comptes de la Banque SBA Paris et se monte à 264 308.06 euros au 31 décembre 2024.

IX. – Comptabilisation des charges et des produits

Commissaires aux comptes

Le montant des honoraires T.T.C. réglés cette année à nos commissaires aux comptes s'élève à 82 025.96 euros pour Deloitte et 79 080 euros pour Forvis Mazars.

Intérêts et commissions

Les intérêts et commissions assimilées aux intérêts sont comptabilisés prorata temporis.

Toutes les autres commissions sont enregistrées à l'encaissement, y compris les commissions reçues ou payées lors de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, pour lesquelles, du fait de leur caractère non- significatif, le règlement n° 2014-07 n'a pas été appliqué.

Les produits et charges en devises sont enregistrés dans leur devise originelle.

Les encaissements et décaissements ainsi que les produits et charges courus sont convertis en euros quotidiennement au cours du jour.

Revenus des titres de participation, titres de l'activité de portefeuille et de placement

Les revenus des actions et autres titres à revenus variables sont enregistrés à la date d'encaissement.

Les revenus des obligations et autres titres à revenus fixes sont comptabilisés sur la base des intérêts courus.

X. – Impôt sur les sociétés

Les impôts concernant l'exercice de clôture mais dont la mise en recouvrement n'interviendra que l'année suivante, sont provisionnés dans les comptes de l'exercice de clôture.

Les avoirs fiscaux et crédits d'impôts attachés au revenu du portefeuille titres sont comptabilisés en diminution de la charge d'impôt sur les sociétés.

XI. – Autres informations

La Banque SBA est consolidée par intégration globale par le groupe B.L.F.

XII. – Evénements post clôture

Aucun événement post clôture politique ou économique survenu en Europe ou dans le monde ne devrait avoir un impact négatif sur l'activité et les résultats des trois entités du groupe Banque SBA

Complément d'informations relatif au bilan et au compte de résultat

Tous les chiffres ci-dessous sont exprimés en milliers d'euros.

1. – Créances sur les établissements de crédit

	2024	2023
Caisse et banques centrales à vue	188 692	242 397
Comptes à vue	120 246	145 257
Prêts JJ	19 251	-
Comptes à terme	381 794	330 276
Prêts subordonnés	-	-
Créances rattachées	3 050	2 616
Créances douteuses	-	-
	713 033	720 546
Durée résiduelle inférieure ou égale à 3 mois	439 439	562 542
Durée résiduelle supérieure à 3 mois et inférieure ou égale à 1 an	273 594	158 004
Durée résiduelle supérieure à 1 an et inférieure ou égale à 5 ans		
	713 033	720 546

2. – Dettes sur les établissements de crédit

	2024	2023
Comptes à vue	36 594	37 650
Emprunts JJ		
Comptes à terme	121 821	111 183
Dettes rattachées	233	276
	158 648	149 109
Durée résiduelle inférieure ou égale à 3 mois	87 697	149 109
Durée résiduelle supérieure à 3 mois et inférieure ou égale à 1 an	70 951	-
Durée résiduelle supérieure à 1 an et inférieure ou égale à 5 ans	-	-
Durée résiduelle supérieure à 5 ans		
	158 648	149 109

3. – Créances sur la clientèle

	2024	2023
Créances commerciales	-	-
Crédits à l'exportation	1 455	5 093
Crédits de trésorerie	152 902	123 185
Crédits d'équipement	15 735	17 500
Crédits à l'habitat	94 408	89 031
Prêts à la clientèle financière	-	-
Autres concours à la clientèle	395	484
Comptes à vue	68 768	44 962
Créances rattachées	2 146	2 389
Créances douteuses compromises	80 973	80 482
Provisions sur créances douteuses compromises	- 80 952	- 77 725
Créances douteuses non compromises	35 110	32 515
Provisions sur créances douteuses non compromises	- 33 525	- 28 029
	337 415	289 887
Durée résiduelle inférieure ou égale à 3 mois	150 435	116 093
Durée résiduelle supérieure à 3 mois et inférieure ou égale à 1 an	44 914	33 592
Durée résiduelle supérieure à 1 an et inférieure ou égale à 5 ans	128 164	102 965
Durée résiduelle supérieure à 5 ans	13 902	37 237
	337 415	289 887

Répartition des emplois clientèle par devises	2024	2023
USD	49 %	48 %
EUR	42 %	47 %
Autres	9 %	5 %

Répartition des emplois clientèle par pays	2024	2023
France	20 %	26 %
Europe	16 %	19 %
Moyen Orient	40 %	38 %
Autres	24 %	17 %

4. – Dettes sur la clientèle

	2024	2023
Comptes à vue	388 006	356 973
Comptes à terme	525 262	478 059
Emprunts auprès de la clientèle financière	-	-
Dettes rattachées	2 713	2 442
	915 981	837 474
Durée résiduelle inférieure ou égale à 3 mois	790 531	790 531
Durée résiduelle supérieure à 3 mois et inférieure ou égale à 1 an	125 450	46 943
Durée résiduelle supérieure à 1 an et inférieure ou égale à 5 ans		
Durée résiduelle supérieure à 5 ans		
	915 981	837 474

Répartition des emplois clientèle par devises	2024	2023
USD	73 %	72 %
EUR	21 %	21 %
Autres	5 %	6 %

Répartition des emplois clientèle par pays	2024	2023
Europe	20 %	16 %
Moyen- Orient	58 %	63 %
Autres	22 %	21 %

5. – Titres

	2024				Valeur nette comptable
	Valeur brute	Valeur de marché	+ value latente	- value latente prov.	
Obligations					
Titres cotés					
Emis par organismes publics	37 317	37 317			37 317
Emetteurs autres	110 385	110 385			110 385
Total	147 702	147 702	0	0	147 702
Actions					
Titres cotés					
SICAV de capital					
FCP de capital					
- Autres actions					
Titres non cotés					
- Autres actions					
Total	0	0	0	0	0

	2023				Valeur nette comptable
	Valeur brute	Valeur de marché	+ value latente	- value latente prov.	
Obligations					
Titres cotés					
Emis par organismes publics	25 597	25 597			25 597
Emetteurs autres	75 053	75 053			75 053
Total	100 650	100 650	0	0	100 650
Actions					
Titres cotés					
SICAV de capital					
FCP de capital					
- Autres actions					
Titres non cotés					
- Autres actions					
Total	0	0	0	0	0

Durée restant à courir	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Montants	20 415 €	29 486 €	80 234 €	17 567 €	147 702 €

Répartition des titres par nature comptable	2024	2023
Titres de transaction	20 415 K€	9 526 K€
Titres de placement	0 K€	0 K€
Titres d'investissement	127 287 K€	91 124 K€

6. – Parts dans les entreprises liées et titres de participation

	Valeur Nette au 01/01/2024	Acquisitions	Reclassement et Change	Dotations ou Reprise de l'année	Valeur Nette au 31/12/2024	Valeur Brute au 31/12/2024	Provisions au 31/12/2024
1) Parts dans les entreprises liées L.F. Finance Suisse	39 920		- 1 914		38 006	39 275	
2) Titres de participation Certificat FGDR SWIFT	207 10	50			257 10	257 10	
Total	40 136	50	- 1 914		38 273	39 542	

7. – Immobilisations brutes

	Montant au 01/01/2024	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Montant au 31/12/2024
1) Immobilisations incorporelles	2 704	107		8	2 819
Fonds commercial					
Frais d'établissement					
Autres immobilisations incorporelles	2 704	107		8	2 819
2) Immobilisations corporelles	4 661	542		5	5 208
Construction	807	169			975
Mobilier et Matériel	2 836	314		5	3 155
Agencement	1 018	60			1 078
Total	7 365	650		13	8 027

8. – Amortissements

	Montant au 01/01/2024	Dotations	Amortissement sur cessions	Autres mouvements	Montant au 31/12/2024
1) Immobilisations incorporelles	2 389	118			2 507
Fonds commercial					
Frais d'établissement					
Autres immobilisations incorporelles	2 389	118			2 507
2) Immobilisations corporelles	3 864	156			4 020
Construction	490	27			517
Mobilier et Matériel	2 410	118			2 528
Agencement	965	12			976
Total	6 253	274			6 527

9. – Provisions pour créances douteuses, risques et charges et risques pays

	Montant au 31/12/2023	Dotations	Reprises et utilisations	Reclassement et différence de change	Montant au 31/12/2024
Provisions pour créances douteuses clients	105 753	2 580	- 3 463	5 483	110 353
Provisions pour créances douteuses banques					
Provisions inscrites au Passif pour :					
- Charges	233	206			439
- Indemnités de fin de carrière	324	32			356
- Risques Pays	1 837				1 837
- Hors Bilan	5 057		- 235	22	4 844
- Charges					
Total provisions	113 204	2 818	- 3 698	5 505	117 829

Le ratio des créances douteuses nettes de provisions sur les crédits à la clientèle est passé à 0.48 % au 31.12.2024 contre 2.5 % au 31.12.2023.

Le ratio de couverture des créances douteuses par les provisions s'élève à 98.6 % fin 2024 contre 93.6 % fin 2023.

10. – Ventilation par secteur économique des clients douteux

	Encours au 31/12/2024	Provisions au 31/12/2024	Taux de provision au 31/12/2024	Encours au 31/12/2023	Provisions au 31/12/2023	Taux de provision au 31/12/2023
Immobilier	899	899	100,00 %	848	880	103,84 %
Transport Maritime	5 769	5 769	99,99 %	5 167	5 166	99,98 %
Fabrication industrielle	61 220	57 068	93,22 %	54 807	54 795	99,98 %
Activité commerciale	47 188	45 610	96,66 %	51 317	44 134	86,00 %
Télécommunication	1 007	1 007	100,00 %	859	859	100,00 %
	116 083	110 353	95,06 %	112 997	105 835	93,66 %

11. – Capitaux propres

	Montant au 01/01/2024	Distribution de dividendes	Affectation du résultat 2022	Mouvements de capital	Autres mouvements	Montant au 31/12/2024
Capital	40 280					40 280
Prime d'émission	1 010					1 010
Réserve légale	4 028					4 028
Réserve sur + value à long terme	-					-
Réserve ordinaire	56 100		0			56 100
Report à nouveau	33 234		20 617			53 851
Provisions règlementées	-					-
Résultat au 31/12/2022	20 617		- 20 617			-
Résultat au 31/12/2023	-					16 564
Acompte Distribution de dividendes						-
Total	155 269	-	-	-	-	171 833

12. – Comptes de régularisation et autres actifs et passifs

Actif	Montant au 31/12/2024	Montant au 31/12/23
Débiteurs divers	28 211	15 243
Charges payées d'avance	605	252
Comptes d'ajustement devises	907	-
Produits à recevoir	74	262
Comptes de règlement sur titres	-	-
Immeuble récupéré	-	-
Autres comptes de régularisation	327	1 344
Total	30 124	17 101

Passif	Montant au 31/12/2024	Montant au 31/12/23
Dettes fiscales et sociales	9 178	11 277
Produits perçus d'avance	4	82
Comptes d'ajustement devises	-	-
Charges à payer	1 654	896
Créditeurs divers	3 054	3 004
Chèques en attente d'encaissement	0	0
Autres comptes de régularisation	166	3 468
Total	14 057	18 726

13. – Détail du coût du risque

	2024	2023
Dotations	106	- 5 834
- Créances douteuses	106	- 5 595
- Risques pays	0	-239
- Pertes et charges		0
- Engagements de fin de carrière		0
- Engagements par signature	0	0
Pertes sur créances irrécupérables	- 2 473	- 2 179
- Créances douteuses	- 2 473	- 2 179
- Pour risques et charges	0	0
- Risques pays		
Reprises de provisions	3 463	7 797
- Créances douteuses	3 463	6 468
- Risques pays	0	1 329
- Pour risques et charges		0
Récupérations sur créances amorties	-	-
- Créances douteuses	-	-
- Risques pays	-	-
Coût du risque	1 096	-216

14. – Chiffre d'affaires et résultat

	Montant au 31/12/2024	Montant au 31/12/2023
Chiffre d'affaires	69 044	67 336
Produit net bancaire	35 470	41 416
Résultat brut d'exploitation	20 279	27 361
Résultat net avant Impôt	21 283	27 145
Impôt sur les sociétés	- 4 718	- 6 528
Résultat net	16 565	20 617

15. – Ventilation géographique du produit net bancaire

	2024			2023		
	Métropole	Etranger	Total	Métropole	Etranger	Total
Intérêts et assimilés						
- Produits	56 846	12 553	* 62 607	56 895	9 974	* 61 332
- Charges	- 35 376	- 3 717	*- 32 525	- 28 927	- 1 634	*- 25 025
Net	21 470	8 836	30 082	27 968	8 340	36 307
Revenu des titres à revenu variable						
Commissions						
- Produits	3 441	1 285	4 726	3 379	852	4 231
- Charges	- 656	- 393	- 1 048	- 593	- 302	- 895
Net	2 785	892	3 678	2 786	550	3 336
Opérations financières						
- Solde des opérations de négociation	1 420	67	1 711	1 859	- 85	1 774
- Solde des opérations sur titres de placement						
Net	1 420	67	1 711	1 859	- 85	1 774
Autres opérations bancaires						
- Produits						
- Charges						
Net						
Produit net bancaire	25 675	9 795	35 471	32 613	8 805	41 417

* Déduction faite des comptes liés (Paris et Chypre)

La colonne « Métropole » regroupe les charges et produits de l'activité de la BANQUE SBA Paris.

La colonne « Etranger » regroupe les charges et produits de l'activité de l'agence de Chypre.

15 bis. – Ventilation par nature des intérêts

	Banques	Clients	Titres	Total
Intérêts et produits assimilés	32 979	21 348	2 181	56 508
Intérêts et charges assimilés	- 4 107	- 22 096	- 224	- 26 427

16. – Produits et charges exceptionnels

	2024	2023
Produits	-	-
Charges	- 1	-

17. – Charges de personnel et effectif moyen

Charges de personnel :

	2024	2023
Salaires et Traitements	5 510	5 427
Charges Sociales	3 665	2 918
Total	9 175	8 345
Dont charges de retraite	695	547

Effectif moyen :

	2024	2023
Direction Générale	3	3
Cadres	33	29
Techniciens	31	33
Total	67	65

18. – Comptes liés intra-groupe

31/12/2024	Banque Libano Française	LF Finance
Actif		
Comptes courants	228	606
Prêts Jour/Jour		
Prêts Terme		
Créances rattachées		
Prêts Subordonnés		
Net Titres de Participation		
Passif		
Comptes courants	1 208	465
Emprunts Jour/Jour		
Emprunts Terme	36 222	
Gages Espèces	62 817	
Dettes rattachées	152	
Autres sommes dues	3 054	

Hors Bilan		
Forex à Terme		
Financement Donné		
Financement Reçu	34 882	
Garanties Données	262	
Intérêts		
Total Charges	- 4 374	- 9
Total Produits	26	72
Commissions		
Charges		- 136
Frais de siège	- 633	
Produits	2	

19. – Engagements hors-bilan

Engagements donnés	2024	2023
Engagements de financement		
Ouvertures de L/C's confirmés d'ordre de la clientèle	24 164	25 624
Acceptations à payer (d'ordre de la clientèle)	3 124	4 922
Autres engagements en faveur de la clientèle	69 556	66 543
	96 845	97 089
Engagements de garantie		
Garanties émises d'ordre de banques	5 672	5 288
Garanties, avals, et cautions sur marchés d'ordre de la clientèle	25 085	30 932
Engagements douteux	9 823	9 924
	40 581	46 144

Engagements reçus	2024	2023
Garanties reçues de banques	38 016	41 701
Garanties reçues des société d'assurance et administrations		
	38 016	41 701

20. – Comptes inactifs
(au sens de la loi ECKERT promulguée le 13 juin 2014)

Nombre de comptes inactifs ouverts	220
Encours des dépôts et avoirs inscrits sur ces comptes inactifs	44 980 734,60 €
Nombre de comptes inactifs transférés à la CDC en 2022	4
Montant total des fonds déposés à la CDC EN 2022	9 425,93 €

V. – Affectation des résultats

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter le bénéfice net comptable de l'exercice 2024, soit + 16.564.362,12 € intégralement au report à nouveau.

Comme conséquence de cette opération :

- la réserve légale reste inchangée à 4.028.004,20 €
- le compte de report à nouveau sera porté à 70.415.516,63 €
- la réserve ordinaire reste inchangée à 56.100.293,43 €

L'Assemblée Générale constate que le résultat net et le résultat distribué des trois derniers exercices ont été les suivants :

- 2021 : résultat net : 2.068.346,82 €. Pas de distribution de dividendes ni de revenus.
- 2022 : résultat net : 6.503.264,90 €. Pas de distribution de dividendes ni de revenus.
- 2023 : résultat net : 20.616.667,24 €. Pas de distribution de dividendes ni de revenus.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

VI. – Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Banque SBA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit et provisions pour risque pays

Risque identifié

Dans le cadre de ses activités de crédit à la clientèle, la Banque SBA est exposée au risque de crédit clientèle.

L'évaluation et l'identification du risque de crédit requiert l'exercice du jugement par la direction, en particulier dans le contexte inflationniste actuel d'une part et de crise libanaise d'autre part, et accentué par la réglementation sur le report d'échéance et le rééchelonnement des crédits.

La Banque SBA comptabilise des dépréciations pour couvrir le risque de crédit avéré inhérent à son activité.

Ces dépréciations prennent la forme de dépréciations individuelles des engagements bilan et de provisions des engagements hors bilan concernés. Ces provisions sont déterminées dossier par dossier, lorsque le management de la Banque SBA estime qu'il existe un risque de non- recouvrement total ou partiel. Par ailleurs une provision pour risque pays est également constituée, celle-ci correspond à un pourcentage des encours concentrée sur les pays du Proche- Orient.

Au 31 décembre 2024, le montant total des encours bilan (Paris + Chypre) exposés au risque de crédit s'élève à 112 millions d'euros ; le montant total des dépréciations s'élève à 110,4 millions d'euros. Le montant total des encours hors-bilan exposés au risque de crédit s'élève à 9,8 millions d'euros ; le montant total des dépréciations s'élève à 4,8 millions d'euros. Les provisions pour Risques Pays s'élèvent à 1,8 millions d'euros.

Nous avons considéré que l'appréciation du risque de crédit et l'évaluation des dépréciations constituaient, dans le contexte inflationniste actuel et de crise libanaise, un point clé de notre audit compte tenu du caractère significatif des provisions et dépréciations au regard des comptes pris dans leur ensemble, et du jugement de la direction, pour identifier les encours concernés et pour déterminer le montant des provisions et dépréciations comptabilisées.

Pour plus de détails sur les principes comptables et les expositions, se référer au notes III, 3, 9, 10 et 13 de l'annexe.

Réponse du collège des commissaires aux comptes face à ce risque

Nous avons apprécié la pertinence et l'efficacité du dispositif de contrôle de la Banque SBA pour l'identification des créances douteuses et l'évaluation des dépréciations et provisions relatives à ces encours, notamment dans le contexte inflationniste actuel d'une part et de crise libanaise d'autre part.

Nos travaux ont porté plus particulièrement sur les processus suivants :

- Revue du classement des encours de crédit :
 - nous avons procédé au contrôle du correct classement des encours ;
 - nous avons par ailleurs apprécié le niveau de risque d'une sélection d'encours sains afin de nous assurer de l'absence de nécessité d'un déclassement en douteux de ces encours.
- Évaluation des dépréciations constituées sur base individuelle et collective dans un contexte inflationniste d'une part et de crise libanaise d'autre part :
 - nous avons examiné l'évaluation des risques de non recouvrement et l'estimation des garanties et apprécié les hypothèses et données retenues par la direction pour l'estimation des dépréciations ;
 - nous avons apprécié la méthodologie de détermination des paramètres de calcul de la provision pour risque pays.

Pour la réalisation de nos tests sur les dépréciations et provisions en date de clôture, nous avons pris en considération une sélection d'encours sains et l'ensemble des encours douteux pour lesquels l'exercice du jugement par la Banque SBA est déterminant sur l'évaluation des provisions et dépréciations.

Nous avons également examiné les informations présentées dans l'annexe aux comptes annuels sur l'appréciation du risque de crédit.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 8 avril 2025. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes annuels.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441 6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du Code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Banque SBA par l'assemblée générale de l'exercice 1996 pour le cabinet Forvis Mazars et par l'assemblée générale du 27 mai 2008 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2024, le cabinet Deloitte & Associés était dans la dix-septième année de sa mission sans interruption et le cabinet Forvis Mazars dans la vingt-huitième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du Code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La-Défense, le 7 mai 2025
Les commissaires aux comptes

Forvis Mazars S.A.
Matthew Brown

Deloitte & Associés
Jean-Vincent Coustel

B. – Comptes consolidés

I. – Bilan consolidé

(En milliers d'euros.)

Actif	31/12/2024	31/12/2023
Operations interbancaires et assimilées	762 183	780 940
Operations avec la clientèle	376 678	320 140
Obligations actions, autres titres à revenus fixes et variables	160 687	112 945
Part., activité portefeuille et parts dans les entreprises liées	266	215
Immobilisations corporelles et incorporelles	2 271	2 004
Comptes de régularisation et actifs divers	31 649	18 428
Total actif	1 333 733	1 234 671

Passif	31/12/2024	31/12/2023
Operations interbancaires et assimilées	159 168	149 252
Operations avec la clientèle	976 069	901 014
Comptes de régularisation et passifs divers	15 676	19 867
Provisions pour risques et charges	7 647	7 800
Intérêts minoritaires	-	-
Capitaux propres part du groupe (hors FRBG)	175 173	156 738
Capital souscrit	40 280	40 280
Primes d'émission	1 010	1 010
Réserves consolidées et autres	115 539	93 214
Résultat de l'exercice	18 344	22 234
Total passif	1 333 733	1 234 671

Hors bilan	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés de l'activité bancaire	142 422	148 288
Engagements de financement	96 136	97 089
Engagements de garantie	46 196	51 099
Engagements sur titres	90	100
Engagements reçus de l'activité bancaire	38 016	41 701
Engagements de financement		
Engagements de garantie	38 016	41 701
Engagements sur titres		

II. – Compte de résultat consolidé

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
+ Intérêts et produits assimilés	65 468	64 025
- Intérêts et charges assimilées	- 32 930	- 25 593
+ Revenus des titres à revenu variable		
+ Commissions (Produits)	8 187	7 823
- Commissions (Charges)	- 1 049	- 895
+/- Gains ou pertes de change	1 739	2 100
+/- Gains ou pertes sur titres de négociation		
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement		
+Autres produits d'exploitation bancaire		
-Autres charges d'exploitation bancaire		
Produit net bancaire	41 415	47 461
-Charges générales d'exploitation	- 18 779	- 17 890
-Dotation aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	- 415	- 334
Résultat brut d'exploitation	22 221	29 237
+/- Coût du risque	1 010	- 216
Résultat d'exploitation	23 231	29 020
+/- Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence		
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés		
Résultat courant avant impôt	23 231	29 020
+/- Résultat exceptionnel	95	0
-Impôt sur les bénéfices	- 4 982	- 6 787
-Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition		
+/-Dotation/Reprise fonds pour risques bancaires généraux		
-Intérêts minoritaires		
Résultat net part du groupe	18 344	22 234
Résultat par action	10,02	12,14
Résultat dilué par action	10,02	12,14

III. – Notes annexes aux comptes consolidés**Principes de consolidation et principes comptables****I. – Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés**

Les comptes consolidés de la BANQUE SBA sont établis conformément aux dispositions du règlement 2014-07 du Comité de la Réglementation comptable, relatif à la consolidation des comptes des établissements de crédit.

Les comptes des filiales étrangères ayant été établis d'après les règles comptables des pays d'origine, les retraitements et reclassements nécessaires ont été effectués afin de les rendre conformes aux principes et aux règles généralement admis par la profession bancaire française.

II. – Principes et modalités de consolidation**A) Périmètre de consolidation**

Les comptes consolidés regroupent les comptes sociaux de la Banque et les comptes de sa filiale LF FINANCE (SUISSE) S.A., détenue à hauteur de 100 %.

LF FINANCE (SUISSE) S.A. est consolidée selon la méthode de l'intégration globale.

B) Date d'arrêté des comptes

Les comptes de toutes les sociétés consolidées ont été arrêtés au 31 décembre 2024.

C) Ecarts d'acquisition

Lors de l'acquisition d'une participation, la différence entre la valeur nette comptable des titres de participation dans l'entreprise consolidée et la part que ces titres représentent dans la situation nette de l'entreprise est, après analyse, répartie entre corrections de valeur des éléments de bilan de l'entreprise consolidée et un écart d'acquisition. Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif sous une rubrique propre et les écarts d'acquisition négatifs sont inclus au passif dans les « Provisions pour risques et charges ». Ils font l'objet d'un amortissement ou d'une reprise au compte de résultat selon un plan préalablement fixé sur une durée déterminée en fonction des objectifs de l'acquisition et qui ne peut en aucun cas excéder vingt ans.

Les écarts d'acquisition constatés au cours de l'année 1993 sur LF Finance (Suisse) S.A. ont été intégralement amortis au cours de ce même exercice et au 31 décembre 2024, aucun écart d'acquisition ne subsiste au bilan.

D) Retraitement et opérations réciproques

Il a été procédé au retraitement des opérations de LF Finance (Suisse) S.A suivant les normes comptables françaises. Les opérations réciproques et les opérations à caractère fiscal ont été éliminées.

E) Impôts différés

Les impositions différées résultent de différences temporaires entre le résultat comptable retraité et le résultat fiscal des sociétés consolidées. Le calcul des impôts différés est effectué pour chaque entité fiscale.

III. – Méthodes comptables**A) Opérations en devises**

Les positions de change résultant des opérations au comptant ou à terme sont réévaluées au cours de change en vigueur à la date de clôture ; les profits ou pertes générés par les opérations de change au comptant sont portés en résultat de change. Les reports ou déports des opérations de change à terme sont enregistrés en produits ou en charges, prorata temporis, sur la durée de vie des contrats.

Les bilans des sociétés et succursales étrangères sont convertis aux cours de fin d'exercice et les comptes de résultat au cours moyen de l'exercice. Les comptes de capitaux propres de la filiale consolidée sont maintenus au cours historique.

Les différences de conversion qui en résultent, figurent sous la rubrique « Réserves consolidées et autres ».

B) Crédits à la clientèle et provisions

Les crédits à la clientèle sont distingués par nature sur notre tableau annexé n° 3. Les créances rattachées sont agrégées avec chacune des principales rubriques. Les montants des créances incluent les encours douteux, nets des provisions.

En application du règlement n°2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (A.N.C.), lorsque les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles qu'après une durée raisonnable de classement dans les encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux comme encours douteux compromis.

La banque SBA ne compte aucune créance restructurée à des conditions hors marché.

Conformément aux dispositions des articles 2231-1 et 2231-2 de ce règlement et à l'avis n°2005-07 du 21/06/2005, l'actualisation des flux prévus de capital et d'intérêts des créances douteuses a été effectuée au 31 décembre 2024.

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours douteux entraîne par contagion un classement identique de l'encours et des engagements relatifs à cette contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Les provisions pour créances sur la clientèle sont déterminées dossier par dossier, lorsque la Direction estime qu'il existe un risque de non-recouvrement total ou partiel. Elles se font en tenant compte des perspectives de recouvrement (niveau de solvabilité de l'emprunteur), des procédures suivies (à l'amiable ou par voie légale), de l'évaluation des garanties recueillies et la possibilité effective de leur mise en œuvre. Elles sont enregistrées en déduction des actifs, et sont constituées dans la même monnaie que la créance concernée.

Les intérêts des créances douteuses font l'objet d'une provision d'un montant identique et sont portées en diminution des postes de produits d'intérêts concernés et, par conséquent, du Produit Net Bancaire.

Notre tableau numéro 10 ventile nos créances douteuses par secteur économique.

C) Risques et charges

Les engagements sur les pays classés à risque sont suivis et contrôlés de façon permanente.

Les provisions sur risques pays figurent au passif du bilan (cf. tableau 9). Elles sont déterminées suivant instruction de la Direction Générale en fonction de la situation financière de chaque pays.

Notre exposition aux risques pays reste principalement concentrée sur les pays du Proche - Orient.

D) Titres de placement, de transaction, de participations**1. – Titres d'investissement.**

Sont comptabilisés en titres d'investissement les titres acquis dans un objectif de rendement jusqu'à échéance.

Conformément au règlement ANC n°2014-07, la Banque effectue l'étalement en produit ou perte de la surcote ou décote des titres à revenu fixe.

Les titres sont enregistrés au bilan à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition.

Lorsque le prix d'acquisition des titres à revenu fixe est supérieur à leur prix de remboursement, la différence est amortie sur la durée de vie résiduelle des titres.

Lorsque le prix d'acquisition des titres à revenu fixe est inférieur à leur prix de remboursement, la différence est portée en produits sur la durée de vie résiduelle des titres. L'étalement de ces différences est réalisé en utilisant la méthode actuarielle.

2. – Titres de transaction

Sont comptabilisés en titres de transaction les titres acquis en vue de leur revente à brève échéance et dont le marché de négociation est jugé liquide.

Les titres sont évalués à chaque arrêté comptable au cours du marché et enregistrés en mark-to-market.

3. – Titres de participation

Les titres de participation en devises financés en euros, sont enregistrés à leur cours de change historique, conformément au règlement 89-01 de la Commission Bancaire.

A la clôture de l'exercice, leur valeur est estimée en considération de leur valeur d'usage et les moins-values latentes donnent lieu à constitution de provisions pour dépréciation.

E) Immobilisations

Les immobilisations incorporelles concernent les frais d'établissement et les logiciels acquis. Ils sont amortis sur une durée de trois ans. Les amortissements dérogatoires, sur certains logiciels, sont retraités de façon à faire réapparaître leur amortissement économique.

Par ailleurs, lors de l'achat par SBA Paris début janvier 2006 des parts minoritaires de LF Finance (Suisse) S.A., la différence entre le prix d'acquisition et la valeur des fonds propres correspondant à la part des intérêts minoritaires, soit 835 000 euros, a été identifiée comme acquisition de portefeuille de clientèle faisant partie des immobilisations incorporelles.

Cette acquisition est intégralement provisionnée.

Les immobilisations corporelles figurant à l'actif ont une valeur brute constituée par leur coût d'acquisition. Aucune réévaluation n'a été pratiquée.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie probable d'utilisation des biens selon le mode linéaire ou dégressif.

L'application du règlement ANC 2014-03 n'a pas généré d'impact significatif dans les comptes au 31 décembre 2024.

Les durées d'amortissements généralement retenues sont les suivantes :

Frais d'établissement et logiciels	3 ans
Agencements et installations	5 à 10 ans
Immeubles	20 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 à 10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans

F) Frais de personnel

La provision retraite calculée pour l'exercice 2024 est effectuée en application de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003, qui modifie le montant des engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière.
 Cette provision s'élève à 356 407.63 euros au 31 décembre 2024.

Conformément à la recommandation 2013-02 de l'ANC et au règlement sur les passifs, une provision pour médailles du travail est enregistrée dans les comptes de la Banque SBA Paris et se monte à 264 308.06 euros au 31 décembre 2024.

G) Comptabilisation des charges et des produits**Commissaires aux comptes**

Le montant des honoraires T.T.C. réglés cette année à nos commissaires aux comptes s'élève à 82 025.96 euros pour Deloitte et 79 080 euros pour Forvis Mazars.

Intérêts et commissions

Les intérêts et commissions assimilées aux intérêts sont comptabilisés prorata temporis.
 Toutes les autres commissions sont enregistrées à l'encaissement, y compris les commissions reçues ou payées lors de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, pour lesquelles, du fait de leur caractère non- significatif, le règlement n° 2014-07 n'a pas été appliqué.

Les produits et charges en devises sont enregistrés dans leur devise originelle.

Les encaissements et décaissements ainsi que les produits et charges courus sont convertis en euros quotidiennement au cours du jour.

Les dividendes sont enregistrés à la date de mise en paiement ou encaissement.

Revenus des titres de participation, titres de l'activité de portefeuille et de placement

Les revenus des actions et autres titres à revenus variables sont enregistrés à la date d'encaissement.

Les revenus des obligations et autres titres à revenus fixes sont comptabilisés sur la base des intérêts courus.

H) Evènements post clôture

Aucun évènement post clôture pouvant avoir un impact significatif sur les trois entités du groupe Banque SBA n'est à signaler.

Complément d'informations relatif au bilan et au compte de résultat

(L'ensemble des chiffres ci-dessous sont exprimés en milliers d'euros)

1. – Créances sur les établissements de crédit

	2024	2023
Caisse et banques centrales à vue	198 068	257 489
Comptes à vue	160 019	190 551
Prêts jj	19 251	-
Comptes à terme	381 794	330 276
Créances rattachées	3 051	2 625
Créances douteuses	-	-
	762 183	780 940
Durée résiduelle inférieure ou égale à 3 mois	511 436	622 936
Durée résiduelle supérieure à 3 mois et inférieure ou égale à 1 an	250 747	158 004
Durée résiduelle supérieure à 1 an et inférieure ou égale à 5 ans		
Durée résiduelle supérieure à 5 ans		
	762 183	780 940

2. – Dettes sur les établissements de crédit

	2024	2023
Comptes à vue	37 100	37 739
Emprunts JJ		
Comptes à terme	121 821	111 183
Dettes rattachées	246	330
	159 167	149 252
Durée résiduelle inférieure ou égale à 3 mois	88 215	149 252
Durée résiduelle supérieure à 3 mois et inférieure ou égale à 1 an	70 952	-
Durée résiduelle supérieure à 1 an et inférieure ou égale à 5 ans	-	-
Durée résiduelle supérieure à 5 ans		
	159 167	149 252

3. – Créances sur la clientèle

	2024	2023
Créances commerciales	-	-
Crédits à l'exportation	1 455	5 093
Crédits de trésorerie	170 633	141 432
Crédits d'équipement	15 735	17 500
Crédits à l'habitat	94 408	89 031
Prêts à la clientèle financière	-	-
Autres concours à la clientèle	395	484
Comptes à vue	90 263	56 527
Créances rattachées	2 183	2 830
Créances douteuses compromises	80 973	80 482
Provisions sur créances douteuses compromises	- 80 952	- 77 725
Créances douteuses non compromises	35 110	32 515
Provisions sur créances douteuses non compromises	- 33 525	- 28 029
	376 678	320 140
Durée résiduelle inférieure ou égale à 3 mois	181 425	131 840
Durée résiduelle supérieure à 3 mois et inférieure ou égale à 1 an	53 187	48 098
Durée résiduelle supérieure à 1 an et inférieure ou égale à 5 ans	128 164	102 965
Durée résiduelle supérieure à 5 ans	13 902	37 237
	376 678	320 140

Répartition des emplois clientèle par devises	2024	2023
USD	48 %	46 %
EURO	42 %	48 %
Autres	10 %	6 %

Répartition des emplois clientèle par pays	2024	2023
France	21 %	27 %
Europe (France Exclue)	18 %	19 %
Moyen Orient	40 %	34 %
Autres	21 %	19 %

4. – Dettes sur la clientèle

	2024	2023
Comptes à vue	448 523	420 513
Comptes à terme	525 262	478 059
Dettes rattachées	2 713	2 442
	976 498	901 014
Durée résiduelle inférieure ou égale à 3 mois	917 652	854 071
Durée résiduelle supérieure à 3 mois et inférieure ou égale à 1 an	58 846	46 943
Durée résiduelle supérieure à 1 an et inférieure ou égale à 5 ans		
Durée résiduelle supérieure à 5 ans		
	976 498	901 014

Répartition ressources clientèle par devises	2024	2023
USD	72 %	72 %
EURO	20 %	21 %
Autres	9 %	8 %

Répartition ressources clientèle par pays	2024	2023
Europe	20 %	18 %
Moyen- Orient	58 %	63 %
Autres	22 %	19 %

5. – Titres d'investissements, de placements et de transactions

	2024				
	Valeur brute	Valeur de marché	+ valeur latente	- valeur latente prov.	Valeur nette comptable
Obligations					
Titres cotés					
Emis par organismes publics	37 317	37 317			37 317
Emetteurs autres	123 370	123 370			123 370
Total	160 687	160 687	-	-	160 687
Actions					
Titres cotés					
SICAV de capital			-	-	-
- Autres actions	-	-	-	-	-
Titres non cotés					
- Autres actions	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-

	2023				
	Valeur brute	Valeur de marché	+ valeur latente	- valeur latente prov.	Valeur nette comptable
Obligations					
Titres cotés					
Emis par organismes publics	25 597	25 597			25 597
Emetteurs autres	87 348	87 348			87 348
Total	112 945	112 945	-	-	112 945
Actions					
Titres cotés					
SICAV de capital			-	-	-
- Autres actions	-	-	-	-	-
Titres non cotés					
- Autres actions	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-

Répartition des titres par nature comptable	2024	2023
Titres de transaction	27.806 k €	16 183 k €
Titres de placement	0 k €	0 k €
Titres d'investissement	132 881 k €	96 242 k €
Total	160 687 K€	112 945 K€

6. – Parts dans les entreprises liées et titres de participation

	Valeur Nette au 01/01/2024	Acquisition et Change	Dotations de l'année	Reprise de l'année	Valeur Nette au 31/12/2024	Valeur Brute au 31/12/2024	Provisions au 31/12/2024
Titres de participation							
Certificat FGDR	207	50			257	257	
SWIFT	10				10	10	
Total	217	50			267	267	

7. – Immobilisations brutes

	Montant au 01/01/2024	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Montant au 31/12/2024
1) Immobilisations incorporelles	3 069	107		25	3 201
Fonds commercial					
Frais d'établissement	350			16	366
Autres immobilisations incorporelles	2 719	107		8	2 835
2) Immobilisations corporelles	7 566	575		79	8 220
Construction	807	169			975
Mobilier et Matériel	4 839	347		79	5 265
Agencement	1 920	60			1 980
Total	10 635	683		103	11 421

8. – Amortissements et provisions

	Montant au 01/01/2024	Dotations	Amortissement sur cessions	Autres mouvements	Montant au 31/12/2024
1) Immobilisations incorporelles	2 753	119		18	2 890
Fonds commercial					
Frais d'établissement	350			16	366
Autres immobilisations incorporelles	2 403	119		2	2 524
2) Immobilisations corporelles	5 884	296		81	6 261
Construction	494	27			521
Mobilier et Matériel	3 541	258		81	3 880
Agencement	1 849	12			1 861
Total	8 637	274			9 151

9. – Provisions pour créances douteuses, risques et charges et risques pays

	Montant au 31/12/2023	Dotations	Reprises et utilisations	Reclassement et différence de change	Montant au 31/12/2024
Provisions pour créances douteuses clients	105 753	2 580	- 3 463	5 483	110 353
Provisions pour créances douteuses banques					
Provisions inscrites au Passif pour :					
- Charges	233	206			439
- Indemnités de fin de carrière	324	32			356
- Risques Pays	1 837				1 837
- Hors Bilan	5 057		- 235	22	4 844
- Charges					
Total provisions	113 204	2 818	- 3 698	5 505	117 829

Le ratio des créances douteuses nettes de provisions sur les crédits à la clientèle est passé à 0.48 % au 31 décembre 2024 contre 2.5 % au 31 décembre 2023.

Le ratio de couverture des créances douteuses par les provisions s'élève à 98.6 % fin 2024 contre 93.6 % fin 2023.

10. – Ventilation par secteur économique des clients douteux

	Encours au 31/12/2024	Provisions au 31/12/2024	Taux de provision au 31/12/2024	Encours au 31/12/2023	Provisions au 31/12/2023	Taux de provision au 31/12/2023
Immobilier	899	899	100,00 %	848	880	103,84 %
Transport Maritime	5 769	5 769	99,99 %	5 167	5 166	99,98 %
Fabrication industrielle	61 220	57 068	93,22 %	54 807	54 795	99,98 %
Activité commerciale	47 188	45 610	96,66 %	51 317	44 134	86,00 %
Télécommunications	1 007	1 007	100,00 %	859	859	100,00 %
	116 083	110 353	95,06 %	112 997	105 835	93,66 %

11. – Variation de la situation nette consolidée

	Groupe	Minoritaire	Total
Fonds propres consolidés au 01 janvier 2024	156 738		156 738
Différence de conversion 2024	91		91
Fonds propres consolidés hors résultat 2024	156 829		156 829
Résultat consolidé au 31 décembre 2024	18 344		18 344
Acompte distribué de dividendes 1998			
Fonds propres consolidés au 31 décembre 2024	175 172		175 172

La Banque SBA est consolidée par intégration globale dans les comptes du groupe bancaire B.L.F.

12. – Comptes de régularisation et autres actifs et passifs

Actif	Montant au 31/12/2024	Montant au 31/12/23
Débiteurs divers	28 211	15 243
Charges payées d'avance	684	289
Comptes d'ajustement devises	907	-
Produits à recevoir	1 612	1 020
Opérations sur titres	-	-
Divers	536	1 875
Total	31 951	18 427

Passif	Montant au 31/12/2024	Montant au 31/12/23
Dettes fiscales et sociales	9 820	11 565
Produits perçus d'avance	4	82
Comptes d'Ajustement	-	-
Charges à payer	1 863	1 308
Créditeurs divers	3 269	3 366
Chèque à l'encaissement	-	-
Sociétés de Bourse	-	-
Divers	644	3 546
Total	15 600	19 867

13. – Incidence en résultat des provisions, pertes et récupérations

	2024	2023
Dotations	106	- 5 834
- Créances douteuses	106	- 5 595
- Risques pays	-	- 239
- Risques et charges		-
- Engagements de fin de carrière		-
- Engagements par signature	-	-
Pertes sur créances irrécupérables	- 2 473	- 2 179
- Créances douteuses	- 2 473	- 2 179
- Titres de participation	-	
- Risques pays		
Reprises de provisions	3 463	7 797
- Créances douteuses	3 463	6 468
- Risques pays	-	1 329
- Risques et charges		-
- Engagements de fin de carrière		-
Récupérations sur créances amorties	-	-
- Créances douteuses	-	
- Risques pays	-	-
Net des dotations et reprises sur créances douteuses	1 096	- 216

14. – Chiffre d'affaires et résultat

	31/12/2024	31/12/2023
Chiffre d'affaires	75 394	73 948
Produit net bancaire	41 415	47 461
Résultat brut d'exploitation	22 221	29 237
Résultat net avant impôt	23 231	29 020
Résultat exceptionnel	95	0
Impôt sur les sociétés	- 4 982	- 6 787
Résultat net part du groupe	18 344	22 234
Moyenne du cours du Dollar US :	2024 : 0.9257 €	2023 : 0.9237 €

15. – Ventilation géographique du produit net bancaire

	2024			2023		
	Métropole	Etranger	Total	Métropole	Etranger	Total
Intérêts et assimilés						
- Produits	56 846	15 176	*65 468	56 895	12 655	*64 025
- Charges	- 35 376	- 4 111	*- 32 930	- 28 927	- 2 190	*- 25 593
Net	21 470	11 065	32 538	27 968	10 465	38 432
Revenu des titres à revenu variable						
Commissions						
- Produits	3 441	4 893	8 187	3 379	4 591	7 824
- Charges	- 656	- 624	- 1 048	- 593	- 302	- 895
Net	2 785	4 269	7 139	2 786	4 289	6 929
Opérations financières						
- Solde des opérations de négociation	1 420	173	1 739	1 859	95	2 100
- Solde des opérations sur titres de placement						
Net	1 420	173	1 739	1 859	95	2 100
Autres opérations bancaires						
- Produits						
- Charges						
Net						
Produit net bancaire	25 675	15 507	41 416	32 613	14 849	47 461

* Déduction faite des comptes liés.

La colonne « Métropole » regroupe les charges et produits de l'activité de la BANQUE SBA Paris.

La colonne « Etranger » regroupe les charges et produits de l'activité de l'agence de Chypre et de LF Finance (Suisse) S.A.

16. – Produits et charges exceptionnels

	2024	2023
Produits	96	0
Charges	-1	0

17. – Charges de personnel et effectif moyen

Charges de personnel

	2024	2023
Salaires et Traitements	7 363	7 319
Charges Sociales	3 860	3 124
Total	11 223	10 443
Dont charges de retraite	867	735

Effectif moyen :

	2024		2023	
	Social	Entreprises consolidées	Social	Entreprises consolidées
Direction Générale	3	1	3	1
Cadres	33	0	29	0
Techniciens	31	9	33	8
Total	67	10	65	9

18. – Comptes liés intra-groupe

Banque Libano-Française	31/12/2024	31/12/2023
Actif		
Comptes courants	261	364
Prêts Jour/Jour		
Prêts Terme		
Créances rattachées		
Prêts Subordonnés		
Net Titres de Participation		
Passif		
Comptes courants	1 241	996
Emprunts Jour/Jour		
Gages espèces	36 222	32 243
Emprunts Terme	62 817	59 103
Dettes rattachées	152	190
Autres sommes dues	3 054	3 002
Hors Bilan		
Forex à Terme		
Financement Donné		
Financement Reçu	34 882	32 168
Garanties Données	262	2 143

Intérêts		
Total Charges	- 4 374	- 3 882
Total Produits	26	51
Commissions		
Charges		
Frais de siège	- 633	- 575
Produits	2	3

19. – Engagements hors-bilan

Engagements donnés	2024	2023
Engagements de financement		
Ouvertures de L/C's confirmés d'ordre de la clientèle	24 164	25 624
Acceptations à payer (d'ordre de la clientèle)	3 124	4 922
Autres engagements en faveur de la clientèle	68 847	66 543
	96 136	97 089
Engagements de garantie		
Garanties émises d'ordre de banques	5 672	10 150
Garanties, avals, et cautions sur marchés d'ordre de la clientèle	30 700	31 267
Engagements douteux	9 823	9 924
	46 196	51 341
Engagements sur titres		
Titres acquis avec facultés de rachat ou de reprise		
Autres engagements donnés	90	100
	90	100

Engagements reçus	2024	2023
Garanties reçues de banques	38 016	41 701
Garanties reçues des sociétés d'assurance et administrations		
	38 016	41 701

20. – Activité par pays

Nom des implantations	SBA Paris	SBA Chypre	LF Finance Suisse SA
Nature de l'activité	Banque	Banque	Gestion de fortune
Localisation géographique	Paris	Limassol	Genève

Année 2024	France	Chypre	Suisse
Produit Net Bancaire	25 675	9 795	6 568
Chiffre d'affaires	61 707	13 905	5 943
Effectif à temps plein	46	19	10
Bénéfice avant impôt	13 804	7 479	1 948
Impôt sur les bénéfices	-3 464	-1 254	-264
Subventions publiques reçues	0	0	0

21. – Comptes inactifs
(au sens de la loi ECKERT promulguée le 13 juin 2014)

Nombre de comptes inactifs ouverts	220
Encours des dépôts et avoirs inscrits sur ces comptes inactifs	44 980 734,60 €
Nombre de compte inactifs transférés à la CDC en 2024	4
Montant total des fonds déposés à la CDC en 2024	9 425,93 €

IV. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société BANQUE SBA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation. L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Risque de crédit et provisions pour risque pays

Risque identifié

Dans le cadre de ses activités de crédit à la clientèle, la Banque SBA est exposée au risque de crédit clientèle. L'évaluation et l'identification du risque de crédit requiert l'exercice du jugement par la direction, en particulier dans le contexte inflationniste actuel d'une part et de crise libanaise d'autre part, et accentué par la réglementation sur le report d'échéance et le rééchelonnement des crédits.

La Banque SBA comptabilise des dépréciations pour couvrir le risque de crédit avéré inhérent à son activité. Ces dépréciations prennent la forme de dépréciations individuelles des engagements bilan et de provisions des engagements hors bilan concernés. Ces provisions sont déterminées dossier par dossier, lorsque le management de la Banque SBA estime qu'il existe un risque de non-recouvrement total ou partiel. Par ailleurs une provision pour risque pays est également constituée, celle-ci correspond à un pourcentage des encours concentrée sur les pays du Proche-Orient. Au 31 décembre 2024, le montant total des encours bilan exposés au risque de crédit s'élève à 116 millions d'euros ; le montant total des dépréciations s'élève à 110,4 millions d'euros. Le montant total des encours hors-bilan exposés au risque de crédit s'élève à 9,8 millions d'euros ; le montant total des dépréciations s'élève à 4,8 millions d'euros. Les provisions pour Risques Pays s'élèvent à 1,8 millions d'euros.

Nous avons considéré que l'appréciation du risque de crédit et l'évaluation des dépréciations constituaient, dans le contexte inflationniste actuel et de crise libanaise, un point clé de notre audit compte tenu du caractère significatif des provisions et dépréciations au regard des comptes pris dans leur ensemble, et du jugement de la direction, pour identifier les encours concernés et pour déterminer le montant des provisions et dépréciations comptabilisées.

Pour plus de détails sur les principes comptables et les expositions, se référer aux notes III, 3, 9, 10, 13 et 19 de l'annexe.

Réponse du collège des commissaires aux comptes face à ce risque

Nous avons apprécié la pertinence et l'efficacité du dispositif de contrôle de la Banque SBA pour l'identification des créances douteuses et l'évaluation des dépréciations et provisions relatives à ces encours, notamment dans le contexte inflationniste actuel d'une part et de crise libanaise d'autre part.

Nos travaux ont porté plus particulièrement sur les processus suivants :

- Revue du classement des encours de crédit :
 - nous avons procédé au contrôle du correct classement des encours ;
 - nous avons par ailleurs apprécié le niveau de risque d'une sélection d'encours sains afin de nous assurer de l'absence de nécessité d'un déclassement en douteux de ces encours.
- Évaluation des dépréciations constituées sur base individuelle et collective dans un contexte inflationniste d'une part et de crise libanaise d'autre part :
 - nous avons examiné l'évaluation des risques de non recouvrement et l'estimation des garanties et apprécié les hypothèses et données retenues par la direction pour l'estimation des dépréciations ;
 - nous avons apprécié la méthodologie de détermination des paramètres de calcul de la provision pour risque pays.

Pour la réalisation de nos tests sur les dépréciations et provisions en date de clôture, nous avons pris en considération une sélection d'encours sains et l'ensemble des encours douteux pour lesquels l'exercice du jugement par la Banque SBA est déterminant sur l'évaluation des provisions et dépréciations.

Nous avons également examiné les informations présentées dans l'annexe aux comptes consolidés sur l'appréciation du risque de crédit.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 8 avril 2025. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société BANQUE SBA par l'assemblée générale de l'exercice 1996 pour le cabinet Forvis Mazars et par l'assemblée générale du 27 mai 2008 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2024, le cabinet Deloitte & Associés était dans la dix-septième année de sa mission sans interruption et le cabinet Forvis Mazars dans la vingt-huitième année.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise
relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice

professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n°537- 2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du Code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La-Défense, le 7 mai 2025
Les commissaires aux comptes

Forvis Mazars S.A.
Matthew Brown

Deloitte & Associés
Jean-Vincent Coustel

VI. – Rapport de gestion

Les rapports de gestion sociaux et consolidés peuvent être consultés à la BANQUE SBA.